➢ **L'abrogation de la réforme des retraites.** 71 % des Français·es y sont favorables et le texte a été adopté en commission !
➢ **La procédure de destitution du Président de la République.** 54 % des Français·es considèrent que la procédure de destitution de Macron est légitime. Le bureau de l'Assemblée nationale a jugé recevable notre motion de destitution mais le président macroniste de la commission des lois s'est opposé de manière honteuse à son inscription à l'ordre du jour de la commission.
➢ **L'intégration de la notion de consentement dans la définition pénale des agressions sexuelles et de viol.** Nous regrettons que les macronistes hypocrites, qui s'étaient dits favorables, se soient finalement abstenus sur cette mesure pourtant soutenue par 81 % de la population.
➢ **Le blocage des prix de l'énergie.** 87 % des Français·es y sont favorables. Nous avons obtenu en commission le retour des tarifs réglementés sur l'électricité et le gaz aux coûts de production !
➢ **Un moratoire sur les projets routiers et autoroutiers.** Macronistes et RN se sont unis en commission pour rejeter notre texte, pourtant soutenu par 66 % des Français·es.
➢ **La régularisation des soignant·es à diplôme extra-européens.** 79 % des Français·es sont pour la régularisation des médecins et pharmacien·nes venu·es de pays hors de l'Union européenne. En commission, les macronistes et le RN se sont alliés pour rejeter le texte.
➢ **La reconnaissance de la pénibilité des métiers « féminisés ».** 85 % des Français·es y sont favorables et nous avons obtenu une victoire en commission où notre proposition a été adoptée !
➢ **L'instauration d'un écart de salaire de 1 à 20.** 69 % des Français·es sont pour un écart de rémunération maximum dans la même entreprise et la proposition a été adoptée en commission !
➢ **La garantie de la mixité sociale dans les écoles privées.** Macronistes et RN se sont unis en commission pour rejeter notre texte, pourtant soutenu par 66 % des Français·es.

Nous avions également déposé une proposition de résolution pour mettre fin au Mercosur et aux accords de libre-échange. Elle a été jugée irrecevable par le gouvernement alors que 52 % des Français·es s'y opposent. Mais, sous la pression de nos député·es, Michel Barnier a cédé et annoncé un débat suivi d'un vote sur le Mercosur à l'Assemblée nationale.

Malgré l'alliance entre le Rassemblement National et les macronistes, les député·es insoumis·es défendront nos propositions qui changeraient la vie des gens. Rendez-vous jeudi 28 novembre pour suivre les débats, la bataille continue !

Retrouver toutes les informations sur notre niche parlementaire